

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 8 JUIN 2020**

JP/VA

OBJET : 1.4. INVESTISSEMENTS – EAU POTABLE – RÉNOVATION OPTIMISATION STATION PRODUCTION « LES FONTAINES » À SAINT-ALBAN-AURIOLLES ET RÉSERVOIR « DU FORT » À BANNE - ÉTUDES PRÉLIMINAIRES DIAGNOSTIC

L'an deux mille vingt, le huit du mois de juin à quatorze heures trente minutes, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Étaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,

M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,
M. Max DIVOL, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,

Étaient excusés :

M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Jean PASCAL

**OBJET : 1.4. INVESTISSEMENTS – EAU POTABLE – RÉNOVATION – OPTIMISATION STATION
PRODUCTION « LES FONTAINES » À SAINT-ALBAN-AURIOLLES ET RÉSERVOIR « DU FORT » À
BANNE - ÉTUDES PRÉLIMINAIRES DIAGNOSTIC**

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).

Sur le sud du territoire, deux ouvrages nécessitent des interventions pour des questions de sécurité, qu'il s'agisse de la sécurité des agents ou de la sécurisation de l'alimentation en eau potable des usagers.

Premièrement, le réservoir dit du Fort à BANNE a été construit il y a une quinzaine d'années. Il est donc récent ; cependant, pour des questions budgétaires, certains équipements n'ont pas été mis en place initialement, notamment :

- Les équipements d'accès aux cuves (pas de plateformes au niveau des cuves, absence de crinoline sur les échelles d'accès, absence d'échelles à l'intérieur des cuves) rendant difficiles chaque intervention (réglage des poires de niveau,...) et impossible le lavage des cuves ;
- Une couverture et isolation adaptées (simples plaques de placoplatre, dont l'une est déjà tombée) ;
- Pas d'huissières aux ouvertures (mise hors gel difficile) ;
- Systèmes de ventilation non finalisés.

De plus, la plateforme d'accès et de retournement devant le réservoir est étroite, après un chemin d'accès très pentu. L'armoire électrique et de commande et l'équipement de télégestion ont vieilli prématurément.

Deuxièmement, la station de production d'eau potable dite des Fontaines à Saint-Alban-Auriolles est beaucoup plus ancienne (1942). Elle constitue l'unique alimentation en eau potable du réseau de Saint-Alban-Auriolles. Plusieurs problèmes sont rencontrés :

- Un génie civil vieillissant et qui n'a jamais évolué depuis sa construction ;
- Des questions de sécurité pour les « promeneurs » dans ce secteur, comme pour les agents d'exploitation ;
- Une vulnérabilité des équipements en raison de la coexistence dans le même local d'équipements électriques (armoire de commande et disjoncteur général) et d'équipements de désinfection (préparation de la solution chlorée). Or la chloration engendre la corrosion des équipements électriques ;
- Une station en zone inondable (et ZNIEFF 2).

Il est indispensable de séparer équipements électriques et équipements de chloration. Deux hypothèses pourraient être étudiées :

- La construction d'une nouvelle station sur le même site ;
- Le déport de la chloration au niveau des réservoirs des Dolmens et Champelplot et la réhabilitation de la station existante.

Afin de préciser la faisabilité de l'opération, le programme de travaux à engager pour les deux sites ci-dessus et l'enveloppe financière prévisionnelle, il est donc envisagé d'engager des études préliminaires et des études de diagnostic. Elles seront confiées à un bureau d'études spécialisé après une consultation de trois structures. L'enveloppe à affecter est de 20 000 €HT (opération 102).

Après en avoir délibéré, le bureau syndical décide, à l'unanimité des membres présents ou représentés, de :

- **ENGAGER** le programme d'études pour un coût de 20 000 € HT;
- **UTILISER** pour cela le recours à un bureau d'études, en retenant un mode de dévolution par procédure adaptée et en fixant les critères suivants pour le choix du bureau d'études : appréhension du contexte et méthodologie proposée (pondération de 40%) ; moyens humains et matériels affectés à l'opération (pondération de 20 %), prix (pondération de 40 %) ;
- **DONNER** délégation au président pour signer tous documents à cet effet.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le Président,

Jean PASCAL